

Le résultat de sa visite fut porté à la connaissance d'un ministre; mais on peut dire que les fonctionnaires du War-office n'avaient pas parfaitement compris la nature et l'importance du travail du comité, et que, jusqu'à ce qu'on leur eût exposé que les fabriques canadiennes pouvaient entreprendre de remplir pareilles commandes, ils n'en savaient rien.

Ceci fait voir, ce me semble, que j'ai raison de dire que l'on devrait attacher au bureau du haut commissaire à Londres une ou plusieurs personnes entendues aux affaires et parfaitement renseignées sur les richesses naturelles et les ressources industrielles du Canada. Ceci fait, nulle commission ambulante des obus ne serait plus obligée, après avoir perdu beaucoup de temps précieux, de charger quelqu'un d'aller apprendre au War-office que le Canada est en mesure de fabriquer les obus. Je prétends que le principal devoir de notre représentant à Londres consistait, abstraction faite de l'exercice de ses fonctions diplomatiques, à exposer ces faits au ministère de la guerre.

Le premier ministre faisait cette déclaration-là à la Chambre en avril dernier, il n'y a pas encore un an. A venir jusqu'au moment où ces faits lui furent signalés, le War-office ignorait que nos établissements industriels fussent en mesure d'entreprendre de telles fournitures de guerre. Ces faits, le haut commissaire du Canada aurait dû les exposer au War-office plusieurs mois avant que l'on chargeât M. Carnegie d'aller lui apprendre ce que nous sommes capables de fabriquer; et je prétends que si l'état de choses qui existait à ce moment-là au bureau du haut commissaire, et qui y prévalait depuis le commencement de la guerre, subsiste encore aujourd'hui, cela prouve abondamment que j'ai raison d'affirmer que le Canada perd chaque jour des commandes pour la seule raison que nous n'avons personne en Angleterre pour mettre le ministère de la guerre au fait de ce que nous sommes capables d'accomplir.

Le premier ministre nous a dit aujourd'hui qu'il n'est pas au Canada d'homme plus entendu aux affaires que sir George Perley; malgré toute l'estime que j'ai pour ce dernier, je ne puis admettre une telle assertion. La science des affaires canadiennes ne s'éteindra pas avec sir George Perley, qui a eu le bonheur d'hériter d'une grande fortune et acquis la majeure partie de son expérience des affaires dans le commerce du bois et dans la vallée de l'Ottawa. C'est par centaines que l'on compte aujourd'hui les hommes qui ont dû se frayer eux-mêmes un chemin dans le commerce et qui possèdent la science

générale des affaires canadiennes à un plus haut degré que sir George Perley, si estimable que celui-ci soit. La preuve qu'il n'est pas à la hauteur de la tâche ou qu'il n'a pas l'appui d'une organisation susceptible de le mettre en mesure de s'occuper de ces choses, je la trouve dans le rapport dont je viens de citer des extraits, rapport qui fait voir l'ignorance où se trouvait le War-office et la nécessité de l'envoi de M. Carnegie en Angleterre.

Quelle est aujourd'hui la situation du Canada? Subvenons-nous aux besoins de ceux de nos soldats qui sont rendus sur le théâtre de la guerre? Nul n'ignore tout ce qu'il faut de vêtement, de fourniment et d'accessoires aux soldats qui se trouvent dans les tranchées, ni comment il a fallu jeter de côté leurs vêtements de dessous et une multitude d'autres choses. Le premier ministre peut-il nous dire si le Canada comble ses lacunes au fur et à mesure qu'elles se produisent? Tant que nous n'aurons pas à Whitehall ou à Victoria-street de personnel capable de se tenir constamment en rapport avec le War-office et de renseigner complètement ce dernier sur les ressources industrielles du Canada et sur ce qu'il peut produire—un personnel versé dans tous détails sur lesquels une direction éclairée ne saurait manquer d'insister—doit-on s'étonner que les commandes se donnent aux Etats-Unis, tandis "que nombre d'établissements canadiens restent inactifs", ainsi que le dit le colonel Bertram dans son rapport? Je dis donc qu'il devrait y avoir au bureau du haut commissaire un personnel qui fût constamment sur le qui-vive, un personnel qui s'informât auprès du War-office des choses dont il a besoin et le mit au fait de ce que le Canada lui en pourrait fournir. Voilà ce qui nous fait défaut en Angleterre.

L'étude de cette question ne doit pas nous amener à discuter la personnalité de sir George Perley; il s'agit de savoir s'il a à sa disposition les moyens de faire face à la situation présente. Quelque habile que soit sir George Perley, si le bureau du haut commissaire est encore dans l'état où il se trouvait il y a sept ou huit ans, je dis qu'il est absolument incapable de mettre à profit les ressources du Canada au cours de la guerre actuelle. Quiconque est déjà allé en Angleterre devra reconnaître que j'ai raison en ceci. Si je demande que le Canada soit convenablement représenté en Angleterre, c'est parce que je considère qu'il y va de l'intérêt du pays; je ne me place pas à un point de vue étroit.